



Lycée p.2

# L'US

UNIVERSITÉ SYNDICALISTE



Retraites p.3

L'Université Syndicaliste, le journal du Syndicat national des enseignements de second degré – numéro 778 du 12 mai 2018



## L'édito

### Incontournable grève !

« Une journée de grève isolée ne sert à rien », « de toute façon les réformes passeront »... arguments récurrents donnés par les collègues qui ne font pas grève. Faut-il pour autant se priver de ce mode d'action ? La grève demeure le meilleur moyen de rassembler et donner une visibilité aux revendications collectives. Le rapport de force ne s'installe pas du jour au lendemain. Mais la grève reste un signal fort et soutenir une lutte sans faire grève affaiblit la capacité des organisations syndicales à peser dans les discussions. Pour lui donner du sens par une mise en œuvre plus collective, elle peut être associée à plusieurs mesures : se retrouver entre grévistes dans l'établissement et tenir une réunion syndicale conviviale, discuter avec les collègues non-grévistes de la situation et des raisons du mouvement, partir ensemble manifester, organiser une caisse de solidarité. Autant de moments permettant de sortir de l'isolement de la grève « seul dans son coin », de faire en sorte que la grève revête un caractère majoritaire permettant d'envisager des reconductions et de faire bouger le gouvernement.

Ses effets ne sont pas immédiats mais, dans le passé, c'est toujours par la grève que nous avons réussi à éviter le pire. Face à un gouvernement totalement fermé au dialogue social, seule la grève

impose un rapport de force suffisant pour le faire céder. ■



Frédérique Rolet, secrétaire générale

## Mobilisation

# Contre les reculs sociaux, en avant !



Passer entre les gouttes ? Trouver des solutions personnelles et individuelles ? Non, seule l'action collective, forte et résolue, permet d'échapper aux mauvais coups et d'imposer des alternatives. Le syndicalisme est né de cette évidence. Ensemble nous sommes plus fort.

Fonction publique, services publics, retraite, éducation, le gouvernement prépare des régressions majeures.

Les commentaires vont bon train sur la première année du quinquennat d'Emmanuel Macron. Tandis que d'aucuns se complaisent à célébrer la phraséologie convenue sur le changement et les « premiers de cordée », d'autres s'alarment légitimement des conséquences des mesures prises pour les classes moyennes et populaires. La détermination des cheminots et le soutien croissant dont bénéficie leur mouvement montrent que le refus du gouvernement au dialogue social confine à la brutalité. L'opposition au démantèlement de l'État social grandit dans l'opinion. Ce gouvernement apparaît de plus en plus comme le plus libéral qu'ait connu la France depuis très longtemps. Il multiplie les

messages destinés à convaincre les « décideurs mondiaux » que la France est prête à déréglementer, flexibiliser, déréguler dans tous les domaines – social, fiscal, environnemental – comme la suppression récente de la taxe imposée aux entreprises mondiales qui quittent le territoire national.

### À deux vitesses

La vision du système éducatif et de l'Université est de ce point de vue assez emblématique tant pour les personnels que les jeunes. Les enseignants sont sommés de se plier à des directives piétinant leur liberté pédagogique. La réforme du lycée, outre qu'elle accroît les inégalités, autorise des pertes d'heures d'enseignement et apporte ainsi la contribution de l'Éducation nationale aux suppressions de 120 000 emplois de fonctionnaires. Les CIO sont menacés de fermeture, les collèges

exsangues, l'effort pour l'éducation prioritaire ignoré. À la sélection à l'Université répond le discours volontariste sur l'apprentissage, destin assigné aux jeunes des catégories populaires au détriment de l'enseignement professionnel public. L'employabilité, la compétitivité, maîtres-mots de la macronie, règnent sans partage partout.

### Le refus du gouvernement au dialogue social confine à la brutalité

Évidemment cette orientation libérale s'accommode mal des principes de solidarité et d'égalité qui fondent la Fonction publique. C'est pourquoi, après une « consultation » parodique des personnels et usagers, les prochains mois doivent fournir l'occasion au gouvernement d'en saper les fondements. Développement de la contractualisation et de la précarité contre le statut, individualisation de la rémunération mettant à mal le principe même de carrière, réduction du rôle

des instances paritaires et du contrôle qu'elles exercent sur les droits des fonctionnaires, le menu est copieux !

### En marche arrière toute

Et les projets de réforme ne s'arrêteront pas là, puisqu'en 2019 est prévue une réforme des retraites marquée par la logique de l'individualisation et la fin de la solidarité, débouchant, sous couvert de « simplification et justice », sur des pensions dont le montant serait soumis aux aléas de la conjoncture économique... Tout cela n'a rien d'une fatalité. Les mécontentements s'accroissent et le gouvernement a déjà été obligé à quelques concessions devant les actions déterminées des retraités. Si le 22 mai, à l'appel de toutes les fédérations de fonctionnaires, nous sommes très nombreux dans la grève et les manifestations, forts de l'attachement de la population aux services publics, nous ferons entendre nos revendications pour le second degré, pour nos salaires, pour nos conditions de travail. ■

À L'APPEL DE LA TOTALITÉ DES FÉDÉRATIONS DE FONCTIONNAIRES : FSU, CGT, CFE-CGC, CFDT, CFTC, FA-FP, FO, SOLIDAIRES ET UNSA



# STATUT / SALAIRES

Dans toute la Fonction publique

## GRÈVE LE 22 MAI



# ATTAQUES TOUS AZIMUTS : DÉC

## Orientation - Psy-ÉN Libération sous contrainte

« On doit pouvoir choisir son métier et non le subir. » Muriel Pénicaud, ministre du Travail

Dans l'intitulé du projet de loi pour « la liberté de choisir son avenir professionnel », il faut entendre tout le contraire de ce qui est annoncé. Il introduit dans son article 10 des modifications du code de l'éducation qui auront pour conséquence le démantèlement du service public d'information et la fin de la diffusion d'une information nationale et exhaustive.

Il prévoit le transfert aux Régions des DRONISEP (délégations régionales de l'ONISEP). Les Régions obtiendront la compétence d'information des publics scolaires et étudiants et entreront par le biais d'associations diverses dans les EPLE. Elles seraient, selon le ministère, les mieux placées pour informer les élèves sur les métiers « en tension », réduisant ainsi les projets des adolescents qui entreraient dans la vie professionnelle dans 5 à 10 ans à des choix uniquement adaptés aux besoins de l'économie du moment. L'adaptabilité est le maître-mot. À une information nationale, neutre et exhaustive se substituerait une information-relais des branches professionnelles locales.

### Désorientation

En même temps, le ministère annonce la suppression des CIO et la nomination des Psy-ÉN dans les établissements scolaires, actant la disparition d'un service public de proximité et laissant ainsi la place aux diverses officines privées. Les jeunes et les familles les plus modestes en supporteront directement les conséquences.

Nous avons repoussé ce schéma de décentralisation des services d'orientation de l'Éducation nationale en 2003 et en 2013... il doit en être de même en 2018 ! ■

## Salaires Le nerf de la guerre

« La reconnaissance, c'est aussi une plus juste rémunération. Nous augmenterons votre pouvoir d'achat, comme celui des salariés des entreprises. »

Lettre ouverte d'E. Macron aux enseignants – 19 avril 2017

Hausse de la retenue pour la pension civile, absence de revalorisation de la valeur du point d'indice, premières retenues pour jour de carence pour les collègues concernés : la paye de janvier 2018 a été marquée par une dégradation du pouvoir d'achat.

De plus, en rupture avec les engagements de l'État-employeur, le report d'un an des mesures de revalorisation issues du protocole PPCR est un très mauvais signal envoyé aux personnels.

### Le compte n'y est pas

L'augmentation de la CSG au 1<sup>er</sup> janvier 2018 de 1,7 point (soit +22,7 %) est compensée par une indemnité. Le calcul, complexe, de celle-ci aboutira à une compensation qui ne peut être que partielle. En effet, cette indemnité forfaitaire annuelle, calculée sur la base de la rémunération 2017, n'est pas ajustée mois par mois pour tenir compte des éventuelles variations de paye, par exemple lors d'un avancement d'échelon.

Gérald Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes publics, avait refusé toute négociation salariale au titre de l'année 2018 mais l'action initiée par la FSU a abouti à l'annonce d'un rendez-vous salarial en juin prochain. Cette annonce n'augure rien des mesures que le gouvernement mettra sur la table, la politique menée depuis près d'un an n'étant qu'accumulation de mesures d'austérité, dégradant la situation de l'ensemble des fonctionnaires. ■

### EFFECTIFS

« .....[silence assourdissant]..... » J.-M. Blanquer, au sujet des effectifs des classes dans le second degré

Oui, vous avez bien lu. Pour le ministre, la question des effectifs dans les classes du second degré n'est pas un sujet, alors que c'est la première préoccupation des professeurs. Et pour cause. Les classes sont chaque année plus chargées. En 2016, 53 % des classes de collèges comptaient entre 25 et 29 élèves, et 10,2 % entre 30 et 34 élèves : deux tiers des collégiens passent donc la quasi-totalité de leur temps d'étude dans des groupes très nombreux, y compris en cours de langues, en TP... En lycée, 53 % des classes comptaient entre 30 et 34 élèves et une classe sur quatre entre 35 et 40. La réforme prévue conduira notamment à faire disparaître une partie importante des heures à effectifs réduits du fait du regroupement des élèves par spécialités et de la marge horaire réduite et incluant l'accompagnement personnalisé et les options. En collège comme en lycée, le nombre d'élèves et de classes à suivre par les CPE et les Psy-ÉN est de plus en plus important. Les rentrées 2018 et 2019 vont voir arriver 20 000 puis 31 500 élèves supplémentaires dans le second degré public ; 2 600 emplois de professeurs stagiaires sont supprimés au budget 2018. Mais chut !

### TEMPS DE TRAVAIL

« Annualiser les obligations de service des enseignants du second degré » (Rapport de la Cour des comptes *Gérer les enseignants autrement* - octobre 2017)

Les stéréotypes autour de personnels sous-employés voire fainéants sont légion. Or, le temps de cours et de présence dans nos établissements ou CIO est loin de représenter la charge réelle de travail que nous assumons. Entre préparations de cours, correction des copies, réunions, suivi des élèves, rencontres avec les parents, ce n'est pas moins de 42 h 53 de travail moyen qu'effectue un professeur certifié, selon une étude de la DEPP. Les tâches attribuées aux professeurs, aux CPE et aux Psy-ÉN ne cessent de se multiplier alors que le salaire horaire réel, lui, demeure gelé. Le SNES-FSU a obtenu que les obligations de service restent définies en heures hebdomadaires devant élèves. Il entend aller plus loin : la réunionite doit cesser, les temps de concertation être intégrés au temps de service et la charge de travail diminuée à l'opposé d'une annualisation qui autorise toutes les flexibilités et donc un surcroît de travail. Enfin, nous continuons de revendiquer la formation d'équipes pluriprofessionnelles en nombre suffisant (un CPE par tranche de 250 élèves, deux professeurs documentalistes par établissement et un Psy-ÉN pour 800 élèves).

### RETRAITES

« Le principe d'un euro cotisé donne les mêmes droits, quel que soit le moment où il a été versé, quel que soit le statut de celui qui a cotisé, est plus juste. » Emmanuel Macron - Campagne présidentielle 2017

Il s'agit en fait d'un slogan sans aucun lien avec ce que représente en France l'histoire des retraites, produit de luttes sociales. Dans un tel système de retraites par points, si on peut connaître le nombre de points acquis par cotisation, on ne peut en déduire le montant de sa retraite car la valeur du point n'est connue qu'au moment du départ en retraite. De plus, en prenant en compte l'ensemble de la carrière et non les vingt-cinq meilleures années ou les six derniers mois, les assurés ayant des carrières incomplètes ou ayant connu des périodes à faibles rémunérations seront pénalisés.

Enfin, un tel slogan réduit le système à une stricte proportionnalité entre les pensions perçues au cours de la retraite et les cotisations versées au cours de la carrière. Pour nous, fonctionnaires, ayant connu des débuts de carrière à salaires faibles, c'est la certitude d'un affaiblissement des pensions.

Pour tous, ce système contraint les salariés à cotiser à des fonds de pension.



# EN GRÈVE LE 22 MAI POUR MARQUER

# CRYPTAGE D'UN PROJET COHÉRENT

« Pour les élèves à l'enseignement supérieur... »  
Campagne présidentielle 2017

« Moins de personnels, moins d'enseignements ? C'est un accompagnement personnalisé, dispositif inopérant, s'il en faut un, mis en place au lycée en 2010, en robotant les horaires disciplinaires. Les professeurs comme des professeurs mais les heures ne sont pas payées et disparaissent au profit d'une offre optionnelle réduite en augmentant les heures sur l'enveloppe d'autonomie. On ne peut pas choisir. Les spécialités du cycle terminal, censées permettre de retrouver la cohérence des séries et de compenser les effets tributaires du choix des élèves. Il n'y a pas de professeurs qui doivent être mis en œuvre dès maintenant. Ce que nous promet sera donc celui de la réduction des heures (en moins), des suppressions de postes et des conditions de travail.

## COLLÈGE

« Nous allons rétablir les classes bilangues et valoriser le latin et le grec »  
(Jean-Michel Blanquer - *Le Monde* du 20/05/2017)

Le ministre a largement communiqué sur le rétablissement des bilangues, langues et cultures de l'antiquité, européennes, régionales et la chorale, mais sans les financer. Sur le terrain, les belles paroles demeurent donc sans effet : la marge d'autonomie « à tout faire » stagne ou diminue, la concurrence entre options, groupes à effectifs réduits ou co-interventions s'accroît.

L'obtention du DNB dépend toujours d'un bilan de fin de cycle artificiellement fondé sur des compétences transversales. Dans de nombreux établissements, des pressions managériales cherchent à imposer une évaluation « non chiffrée », chronophage par la multiplication des items. Le SNES-FSU demande la simplification et la refonte du livret scolaire.

Le SNES-FSU se félicite d'avoir obtenu des assouplissements sur les EPI, dispositif inadapté, mais il demande des financements suffisants pour gérer l'hétérogénéité des élèves, avec des effectifs abaissés, pour permettre aux professeurs d'assurer un enseignement de qualité sans augmenter leur charge de travail.

## AUTONOMIE

« Je veux créer plus d'autonomie des acteurs, plus de liberté, plus de pouvoir d'initiative » (J.-M. Blanquer - *Le Monde* du 13/12/2017) et « Bâtir l'école de la confiance » (Dossier de presse - rentrée 2017)

Le ministre reprenait ainsi, dès son arrivée, une antienne vieille de 30 ans, version « startup nation » si chère au Président. Moins d'un an après, la traduction concrète de ces annonces a bien peu à voir avec le respect de l'expertise professionnelle des acteurs du système éducatif. Le choix laissé aux collèges entre enseignements de langues anciennes ou régionales et heures en groupe à effectif réduit étiquette les établissements : aux uns une soi-disant « excellence », aux autres le traitement de la difficulté scolaire. La réforme du lycée, abandonnant aux arbitrages locaux (souvent ceux des « managers ») la détermination des enseignements et des horaires, s'inscrit dans une vision très libérale selon laquelle la concurrence entre établissements et personnels est supposée améliorer une « performance » immédiatement mesurable.

Quant à la confiance dans les personnels, on la cherche encore. Le ministre ne cesse de « fulminer des bulles » personnelles sur le cœur de nos métiers : la conception et la mise en œuvre de méthodes sur lesquelles les professionnels n'ont pas d'ordre ministériel à recevoir. Cette politique ne répond en rien aux attentes de la profession ni à celles des usagers.

## BAC

« Je suis favorable à un BAC musclé, [c'est-à-dire] éviter qu'il soit trop épais », J.-M. Blanquer, BFM-TV le 22 mai 2017

Trop lourd, trop cher, inutile, le baccalauréat est accusé de tous les maux par ceux qui appellent à sa simplification. Mais que penser du bac 2021 ? Son organisation doit commencer dès la rentrée 2019 en Première avec la mise en place d'épreuves communes qui vont inévitablement brider les progressions pédagogiques et transformer le cycle terminal en course folle à l'évaluation. Avec les quatre épreuves terminales et le « grand oral », on peut atteindre allégrement la trentaine d'épreuves au lieu de la dizaine actuellement, la plupart sous la forme de contrôle local ou continu.

Cela aura pour conséquence une surcharge de travail pour les enseignants, la désorganisation des établissements, l'absence d'indemnités d'examen... Le bac devient finalement un examen de fin d'études secondaires dont la valeur dépendra de la réputation du lycée où il est passé. Avec Parcoursup, le « parcours » individuel de l'élève comme les choix de spécialités et les engagements extra-scolaires conditionneront largement la poursuite d'études au regard des attendus des formations envisagées.

## Fonction publique Un statut moderne

« Le statut de la Fonction publique doit être assoupli »,  
Olivier Dussopt, secrétaire d'État à la Fonction publique.

Le gouvernement présente le statut comme une source de rigidités et ses défenseurs comme des idéologues arc-boutés sur la défense de prétendus « privilèges ».

C'est oublier que le statut est avant tout une garantie de qualité et d'accessibilité au service public pour les usagers et une protection contre les pressions de tous ordres permettant aux personnels de remplir correctement leur mission.

Le gouvernement parle de le « refonder » mais les 120 000 suppressions de postes annoncées et la réalité des projets qu'il a d'ores et déjà présentés ne laissent aucun doute sur son intention véritable. Qui peut croire que recourir à davantage de personnel précaire sera de nature à améliorer le service public ? Quelle « modernisation » est attendue si le gouvernement supprime le CHSCT, seul espace de prise en compte des questions d'organisation du travail ? Et en diminuant le rôle des commissions paritaires, ne cherche-t-on pas à renforcer le poids des hiérarchies intermédiaires dans la gestion des carrières et des mutations des agents, au risque de voir se développer opacité et phénomènes de favoritisme ?

### Garant du service public

À l'inverse des conceptions managériales qui considèrent les fonctionnaires comme des exécutants dociles, le statut, en articulant principe hiérarchique, responsabilité individuelle et responsabilité collective permet un travail efficace et une continuité adaptabilité aux besoins et aux finalités de l'action publique. En perpétuelle évolution depuis 1983, il doit être défendu. ■

## Vie scolaire Sur tous les fronts

Des vies scolaires suffisamment dotées en CPE pour la rentrée 2018 ?

Pour les CPE, la prochaine rentrée a un air de déjà-vu : aucune création de postes, un concours externe amputé de 50 postes. Plus que jamais, la question de l'adéquation entre les moyens et les effectifs d'élèves à suivre reste posée. La circulaire de missions de 2015, qui aura trois ans en août prochain, a marqué une nouvelle étape dans la consolidation du métier. Mais elle se heurte, comme à chaque étape de consolidation, à bien des résistances institutionnelles. Chefs d'établissement et IPR, souvent avec le blanc-seing des rectorats, persistent dans une lecture à contresens qui entend replacer les CPE, au cœur de l'équipe de direction, dans une position d'assujettissement, et rendent « spécifiques » un grand nombre de postes, entravant ainsi la mobilité des personnels.

### Action !

Lors du congrès de Rennes, le SNES-FSU s'est mandaté afin de combattre ces orientations et réaffirmer, par une lecture offensive de la circulaire, le respect du métier de CPE. Le SNES-FSU a interpellé le directeur de la DGRH ainsi que le doyen de l'Inspection Générale-Établissements Vie Scolaire et demandé audience avant la fin de l'année scolaire.

Les indemnités REP et REP+ ont été remises à plat pour les personnels de l'Éducation nationale, pas pour les AED-AESH. Les syndicats de la FSU ont lancé une campagne d'interpellation du ministère pour le versement de primes pour l'exercice en éducation prioritaire aux personnels AED et AESH. Ils portent ce dossier depuis longtemps. L'investissement des AED-AESH au service des élèves doit être reconnu et valorisé financièrement. ■

# UN COUP D'ARRÊT AUX DÉGRADATIONS



## actions C'est notre projet !

Le SNES-FSU porte des revendications qui ont pour objectif d'améliorer conjointement la formation des élèves et les conditions d'exercice des personnels

Dans le cadre de son action pour une société plus égalitaire, le SNES-FSU considère que :

- l'école publique et laïque est une des missions majeures du Service Public, elle doit bénéficier des financements nécessaires ;
- le rôle du second degré est de construire une culture commune ambitieuse permettant l'épanouissement de chacun ainsi que l'insertion citoyenne, sociale et professionnelle ;
- les formations délivrées doivent déboucher sur des qualifications de haut niveau reconnues collectivement par des diplômes nationaux ;
- tous les élèves sont capables de réussir et le lycée doit se fixer comme objectif de pouvoir amener au baccalauréat l'ensemble d'une génération.

Cela suppose...

- un second degré, structuré en disciplines scolaires de la Sixième à la Terminale ;
- de redonner au collège les moyens de prendre en charge la diversité des publics accueillis ;
- des formations reposant sur des

programmes annuels et des horaires hebdomadaires nationaux ;

- des effectifs des classes limités à 24 élèves au maximum pour le collège (20 en REP), pour le lycée, à 25 en Seconde et 30 dans le cycle terminal, avec des dédoublements inscrits dans les horaires nationaux ;
- la reconnaissance des spécificités territoriales (ruralité, zones socialement défavorisées...) et l'allocation de moyens en fonction d'indicateurs nationaux transparents et concertés ;
- l'inclusion des lycées dans le classement en éducation prioritaire ;
- une carte scolaire qui permette la mixité sociale à l'école, condition nécessaire à l'apprentissage de la vie en société ;
- le baccalauréat organisé sous la forme d'épreuves nationales terminales et anonymes, garantissant l'égalité de traitement de tous les candidats, qui reste le premier grade universitaire, et la seule condition pour pouvoir s'inscrire dans l'enseignement supérieur.

Et pour nos métiers :

- les professeurs, concepteurs de leur métier, doivent être à l'abri des pressions et méthodes de management autoritaires, rester maîtres de leurs choix en termes de pratiques pédagogiques et méthodes d'évaluation des élèves ;
- les personnels de vie scolaire (CPE, AED) et les Psy-ÉN doivent être présents partout en nombre suffisant. Les équipes de personnels santé / sociaux dans les établissements de l'éducation prioritaire doivent être renforcées ;

■ le statut doit être préservé, ce qui implique le maintien du recrutement par concours et la résorption de la précarité, l'existence et le renforcement des instances de consultation (CAP, CT, CHSCT) ;

- les stagiaires ne doivent pas être comptabilisés comme moyens d'enseignement et les contractuels avoir droit à la formation en vue de la titularisation ;
- la formation continue doit être de qualité et sur le temps de service ;
- les rémunérations doivent être revalorisées ;
- la carrière doit se dérouler au rythme le plus favorable, être déconnectée de l'évaluation et permettre à toutes et tous l'accès, sans barrage de grade, à l'échelle de rémunération revalorisée des professeurs agrégés ;
- la transformation de l'inspection en évaluation conseil doit se poursuivre ;
- le mouvement doit être plus fluide et permettre à quiconque d'espérer voir sa demande aboutir dans un délai raisonnable ;
- le jour de carence doit être supprimé ;
- l'aménagement des fins de carrière doit être possible ;
- le maintien du niveau de vie lors du départ à la retraite doit être assuré.

Le SNES-FSU agit en permanence pour une politique éducative ambitieuse et des choix budgétaires qui permettent sa mise en œuvre. ■



Adhérez en ligne sur [www.snes.edu](http://www.snes.edu) en cliquant sur « Adhérez au SNES »

ou flashez :



Vous avez la possibilité de renseigner et éditer votre bulletin d'adhésion, l'imprimer pour le remettre au trésorier de votre établissement ou payer en ligne si vous le souhaitez.